



# COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction  
d'un parti ouvrier  
révolutionnaire en  
Martinique et en  
Guadeloupe.  
Pour l'émancipation  
des peuples de  
Martinique et de  
Guadeloupe.  
Pour la reconstruc-  
tion de la IV<sup>ème</sup>  
Internationale.

SAMEDI 20 AVRIL 1985

N° 298

PRIX : ANTILLES 2 F 50  
FRANCE 3 F 00

Editorial

**A bas la justice  
blanche raciste !  
Liberté  
pour les prisonniers  
politiques !**

Ainsi, la justice coloniale a réussi à éviter la prison à Audebert et Viviers. Ceux-ci, dont les noms sont mêlés étroitement à différents scandales financiers, n'auront passé que 6 jours en prison.

Mais ce qui a véritablement indigné la population, ce fut d'apprendre que le juge Tchalian avait été dessaisi du dossier et qu'un certain nombre d'accusations contre Audebert et Viviers étaient purement et simplement effacées, toute l'affaire étant confiée à un autre juge.

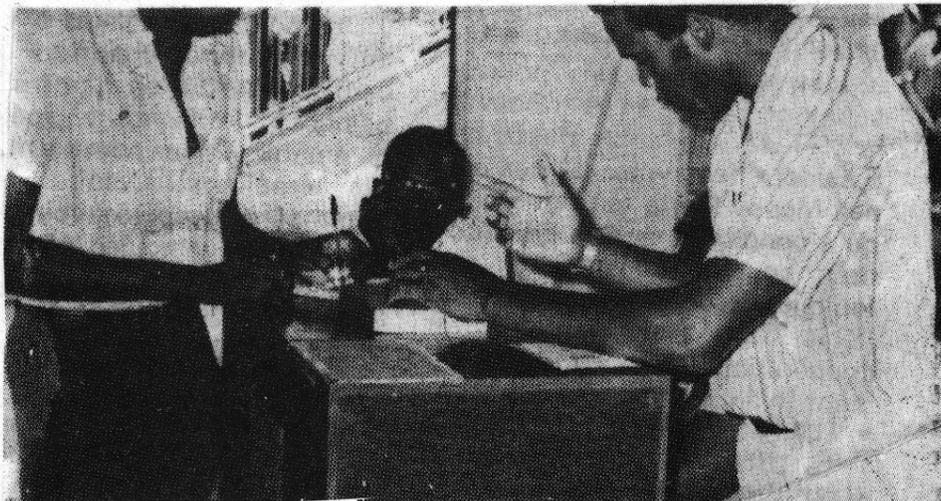
Aujourd'hui, Viviers peut s'écrier avec raison : «J'ai toujours eu confiance dans la justice de mon pays», mais la population regarde ce qui se passe, analyse et tire des conclusions. Ces deux Blancs riches, notables et exploités, ont droit de la part de tribunaux commandés par d'autres blancs, à la mansuétude et à la compréhension. Pour eux, on trouve des lois qui permettent de leur éviter la paille humide des cachots, mais pour tous les petits nègres, travailleurs, pauvres, descendants d'esclaves, prolétaires qui enrichissent les notables blancs comme Audebert et Viviers, ces mêmes magistrats s'écrient : «pas de quartier». C'est par fourrées que les jeunes Noirs pauvres sont jetés dans leurs geôles.

On trouve toutes les raisons de les jeter dans la geôle de l'administration coloniale : ou il font de la politique, et ils sont pourchassés ; et tout jeune révolté par la domination blanche, par la richesse qui s'étale devant lui, alors qu'il est au chômage, tout jeune qui proteste de sa situation, qui résiste aux tracasseries des gendarmes, est considéré comme faisant de la politique. C'est parmi ces jeunes que les procureurs Bec, Hassenfratz et Cie font la chasse au terroriste. Ou ceux qui ne font pas de politique sont des délinquants potentiels dans nos îles. Cette société n'a rien à leur offrir. Et les gens comme Bec, Hassenfratz et Cie, qui font respecter la loi, ne sont là que pour tenir ces jeunes en respect, pour retarder le moment de leur révolte. Et ils ne pourront que la retarder, non pas l'empêcher.

Oui, la population est indignée. Indignée de voir que ceux qui dirigent, qui jugent, font tout apparemment pour que des Audebert et des Viviers, qui ont empêché des dizaines de millions sur le dos des travailleurs, en défiant les lois mêmes de leur propre société bourgeoise, s'en tirent sans une égratignure. Ils ont le droit, eux en tant que Blancs et riches, de mettre leur propre société sur la paille, de jeter à la rue 140 travailleurs, et de s'écrier après : «j'ai confiance dans la justice

(Suite page 3)

## A PROPOS DU NOUVEAU PROJET DE LOI ELECTORALE : LE PS SATISFAIT - LE PCG CRITIQUE DU BOUT DES LEVRES



Le conseil des ministres du 10 avril a adopté un projet de loi sur la réforme électorale introduisant un scrutin proportionnel de liste lors des élections législatives de 1986. Il a fixé les élections au Conseil Régional qui se dérouleront également au scrutin proportionnel de liste pour la première fois, au même

jour. Se posait le problème des DOM qui eux ont élu une assemblée générale selon ce nouveau mode de scrutin dès 1983.

Là aussi, le conseil des ministres s'est prononcé et a décidé que les électeurs des DOM retourneraient aux urnes à la même date que ceux de France,

bien que le mandat des conseillers régionaux élus ne soient pas arrivé à son terme.

En Martinique et en Guadeloupe, cette décision et les débats qui l'ont précédée ont provoqué certaines réactions politiques, parmi les élus de la gauche en particulier.

Le Parti socialiste pour sa part, s'est déclaré plutôt satisfait de cette décision, estimant qu'elle correspondait à un souci du gouvernement de ne pas faire des DOM des départements à part. Il souhaite que la gauche locale soit portée par le même «élan populaire» lors des élections au Conseil Général de mars 1985 et obtienne la majorité dans l'assemblée régionale, ce qui, pour le PS, permettrait de coordonner plus facilement le travail entre les deux assemblées.

Normal ! Le PS est le parti au gouvernement français. Ses élus locaux soutiennent l'action du gouvernement sans

(Suite page 2)

### MARTINIQUE

## LAMENTIN : UN CAPITALISTE TIRE SUR UN JEUNE TRAVAILLEUR

La veille du week-end de Pâques, un jeune chômeur a été blessé d'un coup de fusil tiré à bout portant par le capitaliste Lancry propriétaire d'une grande surface au Lamentin.

Celui que dès le vendredi, le journal France-Antilles va désigner comme un voleur «présumé» n'est autre qu'un jeune travailleur intérimaire qui en ce jour de vendredi saint, accompagné d'un de ses copains avait décidé une partie de pêche à l'écrevisse dans la rivière de la Lézarde.

Arrivés sur les lieux à moby'ette, les deux jeunes qui avaient auparavant posé leurs «cabins» étaient juste là pour capturer leurs prises et partir.

Mais leur tort pour quelques instants, a été de longer la clôture du capitaliste Lancry. Car, juste à ce moment deux vigiles alertés par la présence des

deux jeunes décidèrent sur ce simple fait d'appeler Lancry et les gendarmes.

Arrivé sur les lieux et armé d'un fusil de calibre 12, Lancry, bien que constatant que les deux jeunes étaient hors de sa propriété fit comme font tous les capitalistes rendus arrogants par la possession d'une arme : il insulta puis menaça les deux jeunes de son arme.

L'un des deux, ne comprenant rien de ce qui arrivait décida de s'enfuir, l'autre, à deux pas de Lancry lui fit face et lui demanda des explications.

Lancry qui n'a pas voulu regretter de s'être déplacé pour rien, braqua son arme sur le jeune Bredas qui se trouvait à 1,50 M de lui, et fit feu, atteignant le jeune homme au genou droit. L'autre genou reçut du plomb mais ne fut pas aussi atteint.

Plus tard, pour tenter de justifier

son acte odieux, Lancry dira aux gendarmes qui vont le laisser partir sans être inquisiteur, qu'il s'est senti menacé par Bredas, qui bien sûr ne possédait pas l'ombre d'une arme.

Cette affaire est un exemple du racisme anti-jeune aux Antilles, car être jeune ou chômeur, ou les deux à la fois, c'est se trouver presque désigné à l'avance comme victime des mauvais coups des possédants et ceux qui veulent protéger leurs privilèges.

Bredas sera peut-être demain estropié parce qu'un capitaliste l'a tout simplement voulu, se sachant d'office protégé par la complicité des gendarmes.

Et si l'opinion se tait, quelle sera la prochaine victime ?

## GOSIER : TRACT DU COMITE DE VIGILANCE DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES DU GOSIER

**NON A LA REPRESSION CONTRE LES JEUNES ET LES TRAVAILLEURS DE GOSIER ! BAS LES PATTES SUR FRED BIGORD !**

Suite aux derniers attentats perpétrés à Gosier, les Gendarmes ont perquisitionné aux domiciles de Jean-Marie DERUSSY et de Fred BIGORD.

Fred Bigord est un jeune du Gosier, agent hospitalier à l'hôpital de Pointe-à-Pitre/Abymes. Il a été entendu par le juge d'instruction, TCHALIAM.

Celui-ci avait placé Bigord sous contrôle judiciaire (avec obligation pour lui de se rendre régulièrement à la gendarmerie)

Mais le procureur BEC, celui-là même qui a condamné à de très lourdes peines, les patriotes du MPGI, a trouvé que cela n'était pas suffisant !

Il a donc décidé de jeter Bigord en prison, car il est persuadé, dit-il, sans aucune preuve, bien sûr, que ce

jeune est un «dur» et qu'il est capable d'organiser des attentats contre les blancs !

Ainsi donc, RIEN QUE SUR «L'INTIME CONVICTION» d'un juge colonialiste patenté, on veut réprimer avec incarcération un jeune travailleur dont le dossier est VIDE !

**VOILA LA JUSTICE COLONIALE !**

Cette même justice brûle les étapes et s'empresse de libérer les gros requins békés, voleurs patentés, de la SODEG, tels VIVIES et AUDEBERT dont les dossiers, par contre sont loin d'être vides ! Et pour cause, car ils ont DETOURNE UN NOMBRE INCALCULABLE DE MILLIONS !

**POPULATION, TRAVAILLEURS, JEUNES DE GOSIER, NOUS NE POUVONS PLUS ACCEPTER :**

- que la répression policière frappe en priorité, des jeunes travailleurs, des jeunes chômeurs que la justice coloniale veut rendre responsables

des attentats en tous genres commis en Guadeloupe.

- qu'on laisse en liberté, UNIQUEMENT PARCE QU'ILS SONT BLANCS ET CAPITALISTES, des voleurs connus de tous !

- qu'on ne requiert AUCUNE CONDAMNATION, contre un CRS qui crie haut et fort son appartenance AU FRONT NATIONAL et qui, de surcroît, met le feu à sa voiture dans le but de faire croire qu'il s'agit d'attentats et de faire ainsi, accroître la répression contre les Guadeloupéens !

**FRED BIGORD doit avoir notre SOUTIEN A TOUS !**

**SORTONS-LE DES GRIFFES DES COLONIALISTES !**

**REGROUPONS-NOUS DANS LE COMITE DE VIGILANCE DES JEUNES ET TRAVAILLEURS DE GOSIER !**

Déjà les travailleurs du Centre Hospitalier, où travaille BIGORD, unanimes, ont décidé d'empêcher que les forces de répression viennent le «cueillir» à son travail.

**NOUS, HABITANTS DU GOSIER, NOUS NE POUVONS LAISSER FAIRE LA REPRESSION CONTRE UN DES NOTRES !**

Pour cela, REJOIGNONS EN MASSE LE COMITE ET RASSEMBLONS-NOUS, tous devant la Mairie du Gosier pour y tenir un Meeting !

**NOUS VAINCRONS !**

### Guadeloupe

## QUAND L'UPLG TEND LA MAIN AUX «MOYENS BOURGEOIS»

Par un certain langage populiste, par la création et l'animation de syndicats parmi les paysans et dans certaines entreprises et administrations, l'UPLG donne l'illusion à une fraction de la population d'être une organisation qui défend les intérêts des masses laborieuses.

Les luttes menées dans la canne, les grèves dirigées par les syndicats contrôlés par la principale des organisations indépendantistes ont créé cette illusion chez un certain nombre de gens depuis plusieurs années.

Cependant, plus l'union populaire pour la libération de la Guadeloupe (UPLG) et le mouvement d'unification des forces de libération nationale de la Guadeloupe (MUFLNG) tentent de s'affirmer comme «force montante», plus le voile se lève sur la véritable nature de ces organisations nationalistes.

Et cela va de la porte qu'ouvre ce mouvement à certains bourgeois locaux, certains patrons comme Bibrac, aux appels à peine dissimulés aux békés qui pourraient être nourris d'un certain sentiment national, à l'appel clairement écrit aux «moyens bourgeois»

C'est ainsi que dans le numéro du journal de l'UPLG : «L'Endependans», du 13/4/85 on peut lire : «Il est temps, il est grand temps d'en finir avec les attitudes timorées, les «camouflages», l'indépendantisme honteux. S'affirmer clairement et publiquement indépendantiste, telle doit être notre attitude fondamentale. . . Du camarade paysans au patriote moyen-bourgeois, nous avons le devoir. . . d'entraîner par notre exemple les milliers de Guadeloupéens. . .»

Pour l'UPLG donc, en finir avec «l'indépendantisme honteux», avec les camouflages, c'est maintenant affirmer ouvertement la participation nécessaire de la «moyenne bourgeoisie» à la lutte pour l'indépendance. Ne plus craindre de dévoiler sa véritable nature. Qui sont ces «moyens bourgeois» auxquels l'UPLG fait appel, si non le plus sou-

vent des patrons ?

L'appel de l'UPLG, à la participation de la moyenne bourgeoisie cela revient à dire en fait que la direction de la lutte pour l'indépendance reviendra à cette classe. Car même si dans le langage habituel de l'UPLG, il s'agit de forger une alliance des ouvriers et des paysans avec la bourgeoisie à prétention nationale, une telle «alliance» verrait tout simplement cette bourgeoisie là prendre la direction politique de la lutte. Car les pauvres lorsqu'ils n'ont pas leurs organisations propres et fortes sont toujours perdants dans les alliances de classe. Ce sont les «moyens bourgeois» qui ont l'argent, les cadres, la culture - comment en serait-il alors autrement si les travailleurs n'ont pas leurs organes de lutte et n'attirent pas dans leur camp l'ensemble des exploités ?

En tendant la main aux patrons et à la moyenne bourgeoisie, la direction de l'UPLG veut se montrer responsable aux yeux de cette classe, en lui garantissant d'ores et déjà la sauvegarde de ses intérêts dans le cadre d'un Etat indépendant. De même, il s'agit aussi de rassurer l'impérialisme français et partant l'impérialisme américain que les intérêts fondamentaux de la classe bourgeoise seront préservés.

Alors, il ne faut pas se tromper lorsque, pour satisfaire une fraction des jeunes qu'ils encadrent ainsi que des étudiants, des accents «révolutionnaires» alternent avec un ton et des propos modérés à l'égard des bourgeois locaux, des cadres, des techniciens auxquels la direction de l'UPLG fait appel pour «faire ensemble», pour «conduire ensemble» le mouvement pour l'indépendance.

Mais ce double langage n'est absolument pas l'expression d'une double nature de ce mouvement comme le pensent certains nationalistes dissidents de l'UPLG. A savoir une tendance «ouvrière» qui cotoierait une tendance «bourgeoise». Il y a certes dans cette organisation des militants et sympathisants provenant de classes sociales différentes mêmes si la direction est principalement constituée de notables, de médecins, d'avocats.

La direction politique du mouve-

ment cherche donc un langage qui, du moins en apparence, satisfasse tout le monde riches ou pauvres. C'est précisément cela qui fait de cette organisation une organisation de type bourgeois. Indépendantiste, nationaliste, populiste, mais bourgeois de nature.

La bourgeoisie, depuis sa création en Europe en tant que force politique a toujours cherché à s'appuyer sur les différentes couches du peuple : des riches au petit peuple pour prendre la direction des affaires. Et il en est de même aujourd'hui, des partis bourgeois de gauche, aux fascistes, tout le monde tente de faire croire aux pauvres que leurs intérêts sont conciliables avec ceux des riches. C'est aussi ce qui ressort de la politique de l'UPLG.

La défense réelle des intérêts du peuple guadeloupéen passe par la lutte pour la prise du pouvoir par les travailleurs. On ne peut prétendre défendre jusqu'au bout leurs intérêts sans affirmer cela, sans lutter pour cela.

Les travailleurs, les pauvres de ce pays doivent constituer une force indépendante des partis nationalistes, des bourgeois, gros, moyens ou petits. Une force dirigée et contrôlée par les travailleurs, les pauvres eux-mêmes. Une force des travailleurs qui se forgera dans les luttes d'aujourd'hui. En apprenant dès maintenant à diriger eux-mêmes leurs luttes, les travailleurs se prépareront à l'exercice futur du pouvoir, pour un état des travailleurs.

Quant à ceux qui parmi les étudiants, les intellectuels ou même parmi les riches nourrissent le désarroi, la haine, ou la colère contre une société d'exploitation de l'homme par l'homme, et qui sincèrement veulent se battre pour la disparition d'une telle société en faisant fi de leurs intérêts individuels et de celui de leur porte-feuille ou de leur compte en banque, ceux-là peuvent trouver leur place dans le combat des travailleurs. Car ce combat, à la condition que les travailleurs en aient de bout en bout le contrôle jusqu'à l'érection d'un Etat qu'ils dirigeront eux-mêmes, permettra aussi et en fin de compte la libération de toutes les autres classes ou couches sociales enchaînées au système capitaliste.

## A propos du nouveau projet de loi électorale

(Suite de la page 1)

sourciller et sans se poser trop la question de savoir quels effets les décisions peuvent avoir ou non sur la situation locale.

Quant au Parti Communiste guadeloupéen et au Parti Communiste martiniquais, dans la même période, ils «réaffirment la nécessité de mettre en place une Assemblée Unique dans chaque pays, solution plus conforme aux intérêts de leurs peuples» (extrait du communiqué commun publié à l'issue des discussions entre les délégations du PCG et du PCM le 5 avril 1985.

Mais quel que soit ce que l'on peut penser du choix du PCG et du PCM sur la nécessité de l'Assemblée Unique, le fait est que ces partis ne se donnent pas pour tâche de mobiliser les travailleurs sur ce qu'ils estiment pourtant «nécessaire».

Il est de même pour leur mot d'ordre «d'autonomie démocratique et population, étape vers une indépendance à contenu socialiste» qui est ressorti des tiroirs pour être collé en guise de conclusion à certains communiqués.

Ce n'est certes pas que le PCG et le PCM manquent de militants aptes à faire ce travail.

Ce n'est certes pas que les directions de ces partis ne sachent pas mobiliser, faire de l'agitation autour d'un problème qui les préoccupe.

Il n'y a qu'à voir avec quelle rapidité, le PCG a répondu aux attaques portées par l'opposant d'extrême droite A. Adélaïde contre le maire communiste de Pointe-à-Pitre, H. Bangou, il y a deux semaines.

En quelques heures, une conférence de presse était organisée, plusieurs centaines de personnes étaient mobilisées et manifestaient dans la rue.

Ce n'est là qu'un exemple récent !

Le problème pour le PCG, est donc que sur certaines questions, celles concernant l'avenir de la Guadeloupe par exemple, il préfère ne pas sortir du cadre feutré des déclarations et des communiqués des élus ou responsables, et non pas s'engager réellement avec la population, de crainte de voir le débat dépasser les limites qu'il lui fixe. De plus, lorsque d'une façon ou d'une autre une partie de la population manifeste son opposition au système en place, il se soucie plus de «calmer les choses» que de défendre sa politique au sein des travailleurs et des jeunes mobilisés.

LE PCG, tout en se réclamant de la lutte des travailleurs et de la révolution pour renverser le système d'exploitation capitaliste, a peur de la dynamique du mouvement des masses pauvres. Il choisit donc de porter des critiques du bout des lèvres au choix du gouvernement, tout juste pour se donner bonne conscience.

# GREVE AUX ETABLISSEMENTS FABRE S.A.

Jeudi 12 avril, à partir de 14h30, sur les 115 travailleurs de l'établissement Fabre SA de la zone industrielle de la place d'Armes, 104 entraient en grève.

Fabre SA, c'est une affaire de quatre frères Fabre dirigée principalement par Bernard Fabre PDG, et Yves Fabre son adjoint.

C'est un capital de plus d'un milliard de centimes, avec une surface de 7200 m2 de dépôt où transitent pour plus de un milliard et demi de stock de marchandises.

Fabre SA, c'est la vente en gros de l'alimentation générale, c'est tout le rayon froid des produits surgelés. C'est la société qui livre à la Martinique tous ces produits.

Les frères Fabre, c'est aussi Paradis-glace et la margarine Stella. Ce sont en quelque sorte de très gros capitalistes de la distribution et de l'import-export qui s'engraissent quotidiennement sur le dos des travailleurs.

Un ouvrier qui est contraint de pousser ses tonnes 500, sur un chariot de marchandises de long de 106 m que compte le dépôt, ne gagne que 3500 F chez Fabre.

Alors que les ouvriers triment pour ce salaire dérisoire, les cadres de la société touchent eux plus d'un million de centimes, ce qui laisse entrevoir les super-profits qu'empochent les frères Fabre. Voilà l'exploitation à la solde des békés Fabre, et c'est cela que n'acceptent plus depuis quelque temps les ouvriers et les employés de l'entreprise.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le refus des patrons de négocier une nouvelle classification avec le secrétaire de la CSTM, Pulvar. Fabre

expliquait sur les ondes radio qu'il refusait de discuter avec des étrangers à l'entreprise.

La riposte fut immédiate et les 104 travailleurs se mirent en grève pour : d'une part exiger la présence de Pulvar aux négociations, et d'autre part, exiger satisfaction de leur revendication.

Sur les 115 employés seuls 11 non grévistes se sont signalés. C'est dire que le mouvement est puissant et les grévistes déterminés.

Et quelle n'était pas la surprise de Fabre lorsqu'il s'est heurté au piquet de grève lundi 15 au matin, en lançant cette interrogation à l'intention des grévistes : «zot en grève toujours !»

Eh bien oui, et c'est sans doute la manière directe de dire aux frères Fabre que s'il y a des étrangers dans l'entreprise c'est désormais eux.

## Martinique

M. Calixte est ce sous-préfet martiniquais particulièrement méprisant et insolent qui avait insulté et injurié les travailleurs de l'hôpital de Trinité lors de leur grève au cours du mois de janvier.

## Echos de l'EDF Martinique publiés par le bulletin Haute-Tension

### BELLEFONTAINE : EDF POLLUE

A la mise en route de la centrale, ROSEAU et POGGIO-NOVO avaient promis qu'on ne se servirait jamais de l'électro-chloration.

Or à notre grande surprise, dans les journées du 13 et du 14 février, la direction a utilisé ce procédé avec comme résultat des centaines de poissons morts !

Et après cela, EDF viendra dire de faire attention à ne pas polluer.

### UNE USINE EN BON ETAT NE FUME PAS

C'est là le dicton des ingénieurs de l'EDF. Chacun voit qu'il est difficile à respecter. Mais nous à Bellefontaine, nous avons battu le record. En effet, l'usine n'a pas fumé mais tout simplement parce que les 4 groupes étaient à l'arrêt : l'un pour visite programmée, les autres à cause d'une succession de pannes et d'incidents mécaniques.

Comme quoi, le matériel soi-disant neuf se révèle de la camelote, ce qui nous donne un surcroît de travail. De plus, ces arrêts multiples occasionnent des délestages. Les groupes

de PK ne peuvent plus à eux seuls suffire à la consommation.

### CE N'EST PAS SEULEMENT LE 8 MARS QUE NOUS EXISTONS

Le 8 mars a été déclaré journée internationale de la femme et cela a été l'occasion pour que la plupart des hommes fassent semblant de se préoccuper de notre sort.

Pour un peu la direction réclamait (un bon point) pour avoir toléré une réunion des agents féminins pendant 4 heures.

En effet, nous étions une bonne quarantaine c'est-à-dire la plupart des femmes de l'EDF pour faire le point de notre situation dans l'établissement. Nous en avons profité pour dire au chef de centre notre mécontentement sur les emplois sous-qualifiés, sur les stages refusés, sur les discriminations de toutes sortes, sur les propos sexistes du chef de service, etc. . .

Nous avons décidé de reprendre rendez-vous car nous ne voulons pas que nos revendications restent lettre morte.

## TRINITE : UN VOYOU !

Or, il nous revient que cet individu, comme un vrai voyou sauf qu'il est pommadé et vêtu de blanc, a attaqué physiquement un travailleur de la sous-préfecture, il y a quelques jours de cela. Nous ne connaissons pas les raisons

de cette agression à l'encontre d'un travailleur, mais il est sûr qu'un individu dangereux a opéré à Trinité. La population doit en prendre bonne note.

## Guadeloupe

### COMMERCE

**Au moment des prochaines rencontres syndicats-patronat sur les salaires de 1985, les difficultés ne sont pas terminées pour les licenciés de KDis Raizet.**

A l'issue de la grève menée durant une semaine par les travailleurs du commerce en novembre 1984 pour des augmentations de salaire, les syndicats et le patronat avaient décidé de se rencontrer le 15 avril 1985 pour discuter des salaires de 1985.

Il y a fort à parier que ces discussions ne seront pas faciles. Les travailleurs du

commerce ne se sont pas prononcés réellement sur les augmentations qu'ils veulent obtenir. Mais il est sûr que, comme tous les autres travailleurs, ils sont frappés par la hausse des prix et des services et ne pourront se contenter de miettes.

En plus de l'augmentation des salaires ouvriers, le problème du réemploi des 58 licenciés de KDis Raizet

n'est toujours pas réglé dans les faits.

On se souvient que l'ensemble des employés des Ets Reynoid (700 à 800 employés) avaient fait grève du 6 février au 6 mars 1985 pour empêcher le licenciement de 58 des leurs. La grève avait abouti à un compromis entre la direction et le syndicat MASU. Là ne se sont pas arrêtées les diffi-

cultés des travailleurs du commerce et des licenciés de K-Dis, affrontés à une société qui n'a que mépris pour les travailleurs. Il reste que les travailleurs du commerce ont intérêt à demeurer prêts à se mobiliser contre toute atteinte du patronat contre eux.

### LES CONSEQUENCES DE L'ATTENTAT DE LA NUIT DU 4 FEVRIER 1984 POUR LES EMPLOYES DE KDIS RAIZET.

Dans la nuit du 4 au 5 février 1984, le magasin KDis Raizet était l'objet d'un attentat. Il prenait feu et les installations intérieures étaient détruites.

Le lendemain, les 144 employés du magasin se trouvaient à la rue.

Dans les jours qui suivirent, le directeur adressa à chaque employé une lettre lui signifiant «la rupture de son contrat» pour raison de force majeure.

Pendant 3 à 5 mois, chaque employé se trouva face à de grandes difficultés.

La mise en place des dossiers ASSE-DIC fut l'occasion de tracasseries supplémentaires.

Le patron remettait certains dossiers aux organismes concernés, en oubliait ou négligeait d'autres. Les employés étaient renvoyés de leur employeur aux bureaux de l'ANPE.

Lorsque les dossiers furent établis, il fallut attendre encore plusieurs mois pour que le subside soit versé. Et quel subside ! 65 % du salaire au moment de l'arrêt du contrat de travail, autant dire 65 % du SMIC pour la plupart des employés, soit 2200 F à 2500 F par mois.

Pourtant il leur fallait vivre et faire face à tous les engagements, petits et grands, pris dans chaque famille.

### La reprise :

La réouverture du magasin après sa réfection fut fixée au 6 février 1985 par la direction.

Cette dernière, malgré un accord signé avec le comité d'entreprise s'engageant à réembaucher en priorité les anciens travailleurs de l'établissement, décidait d'embaucher 30 nouveaux travailleurs et de laisser 58 employés sans travail.

Pendant un mois, l'ensemble des employés de la société feront la grève contre ces licenciements. Après de multiples péripéties, le 6 mars, la direction des Ets Reynoid signe un accord.

Sur les 58 employés licenciés plus de 30 devaient être réintégrés dans la société en remplacement d'employés qui seraient mis à la retraite et en pré-retraite. Les départs en retraite ou pré-retraite devaient être accompagnés de compensations de la société Reynoid et d'une aide de l'Etat au titre de la solidarité.

Une dizaine d'employés devaient faire des stages de formation avec garantie d'embauche ultérieurement.

quelques employés licenciés étaient eux-mêmes concernés par les départs en retraite ou en pré-retraite.

### Où en sont les travailleurs licenciés de KDis Raizet ?

Sur les 58 travailleurs licenciés, même pas une dizaine ont repris le travail à ce jour.

Les négociations avec les employés des Ets Reynoid atteignant la limite d'âge de la retraite ou de la pré-retraite, ont commencé au début du mois d'avril. Les employés concernés devraient libérer les postes à la fin du mois d'avril.

A partir de là, la direction des établissements qui dispose des listes des employés devant être réembauchés, devrait les appeler au fur et à mesure des postes libérés.

Donc, la plupart des employés licenciés ignorent encore à quel moment ils retrouveront leur travail.

Depuis le 4 février, ils se trouvent sans aucune ressource car les maigres allocations des ASSE-DIC n'ont été versées que durant une année.

## Guadeloupe

### GREVE A LA DDA

Le mercredi 17 avril au matin les travailleurs de la DDA se sont mis en grève. Ils exigent la régularisation de la situation des agents payés sur crédits de fonds de développement local. Ces travailleurs, payés 2700 F par mois sont employés à temps complet parfois depuis plusieurs années et occupent des emplois de secrétaires, d'ingénieurs ou de chargés de reprographie. Selon le ministère de l'agriculture, ces travailleurs devraient être titularisés. Fin 1984, le directeur Départemental de l'Agriculture (DDA), apprit que des crédits seraient mis en place. Mais il annonce aujourd'hui que ces crédits ne permettent pas de régulariser ces employés.

En outre, sans tenir aucun compte de l'emploi qu'ils occupent et pour lequel il existe un salaire bien défini, la DDA veut absolument leur octroyer le SMIC.

Les travailleurs de la DDA luttent donc pour une intégration réelle de leurs camarades sous-payés et sans garanties. Ils ont raison.

## SUITE DE L'EDITORIAL

de mon pays». Oui, ils peuvent avoir confiance, c'est leur justice. C'est la justice des riches, la justice des notables. Le travail des Bec, Hassenfratz et Cie, c'est de frapper les travailleurs, de les démoraliser, de détruire leur organisations si possible. Les procureurs et les juges du colonialisme ne sont pas neutres. Et il est vital que nous, travailleurs, le comprenions.

Cette société n'est pas faite pour les travailleurs. Elle est faite contre eux. Ces riches et ces notables vivent de notre exploitation, et pour la perpétuer, la société nous tient à l'écart de tous les postes de décisions, nous n'avons que le droit de voter de temps en temps pour des élus que nous ne contrôlons pas, et qui de plus sont sans pouvoir. Mais nous n'avons aucun pouvoir de décision économique ou politique. Et pour nous maintenir à l'écart, ils doivent maintenir au dessus de nous leur oppression.

Mais si notre indignation envers ces Blancs riches et cette justice blanche raciste, colonialiste, fait monter en nous la colère, il ne manquera pas de notables noirs, riches eux aussi, pour profiter de la stupidité des premiers, stupidité qui provoque cette indignation et cette colère. Nous devons nous en méfier. Les notables noirs riches, eux aussi affirment leur indignation. Mais eux se préparent à prendre la place des premiers. Toute une vague de petits bourgeois cultivés, de cadres, d'intellectuel aptes à commander, se préparent à remplacer le pouvoir des Blancs riches par leur propre pouvoir. Il veulent déjà utiliser notre colère, utiliser notre indignation, pour que nous les pauvres nous leur servions de tremplin pour les conduire au pouvoir.

A cela, il n'y a qu'une réponse : indignons nous ensemble, protestons ensemble contre un adversaire commun, luttons ensemble, mais marchons séparément. Aujourd'hui, il est vital pour nous pauvres, pour nous, travailleurs, pour nous jeunes de la population, d'avoir nos propres organisations, que nous contrôlions intégralement, pour nous battre. Nous devons les créer nous mêmes dans nos quartiers, dans nos entreprises, et en garder totalement le contrôle.

Le président civil du Brésil, Tancredo Neves, qui a déjà subi des interventions chirurgicales répétées, se trouve aujourd'hui dans un état très grave.

Si la santé de cet homme de 75 ans suscite tant d'intérêt et d'inquiétudes, c'est qu'il est le premier président civil du Brésil, après 21 ans de dictature militaire. Une dictature qui fut particulièrement répressive, sanguinaire, avec ses «escadrons de la mort», organisation para-légale, qui se chargeait de liquider discrètement les opposants au régime.

Les militaires ont aussi largement contribué, dans la situation de crise économique, à conduire le Brésil à la catastrophe avec une dette extérieure de 104 milliards de dollars. En 1982, le seul «service», ou «intérêt» de la dette, 20 milliards de dollars, était égal au montant des exportations de marchandises.

Le gouvernement militaire fit à nouveau appel au Fonds Monétaire International. Mais les facilités qu'accorde le FMI à la bourgeoisie des pays pauvres s'accompagnent toujours d'exigences très dures concernant le niveau de vie des pauvres. Sa politique consiste à dépouiller les pauvres pour garantir le remboursement des intérêts de la dette.

Au Brésil comme dans d'autres pays sous-développés, ce nouveau coup porté à une population déjà au bord de la misère, a entraîné des émeutes de la faim dans les grandes villes, Sao Paulo et Rio de Janeiro.

En plus de cela, une sécheresse dans la région déshéritée du Nordeste a pro-

voqué une famine, conduisant de nombreux paysans à quitter leurs terres et à errer sur les routes, mourant de faim.

Aujourd'hui, 85 millions de Brésiliens souffrent de malnutrition.

La bourgeoisie, menacée, a trouvé un moyen, d'ailleurs traditionnel, de détourner la révolte des pauvres : faire alterner un régime civil à celui des militaires, organiser des élections. Mais il ne fallait pas prendre trop de risques : le candidat n'a pas été élu au suffrage universel, il l'a été par un collège de 686 électeurs, dans un pays qui compte 130 millions d'habitants.

Pour cela, il lui fallait un homme, un civil, pas trop compromis avec la dictature, et qui puisse apparaître aux yeux de la population comme porteur d'un espoir de démocratie. Mais il devait être prêt à servir les intérêts des classes possédantes, et ne pas être désapprouvé par les militaires.

Elle l'a trouvé en Tancredo Neves. C'est pour cela que la santé de cet homme «rare» suscite aujourd'hui tant d'émoi.

Au Brésil, la démocratie vieille de deux mois est donc bien malade, elle a la santé aussi fragile que ce vieux président qui est maintenu en vie artificiellement.

Mais avec ou sans Neves, le nouveau régime civil, s'il survit à son président, ne sera pas plus démocratique que celui d'Argentine, ou les civils ont remplacé les militaires il y a un peu plus d'un an, ou que celui du Venezuela par exemple. Dans les pays pauvres, la



bourgeoisie au pouvoir ne se fait représenter que par des dictatures militaires ou des «démocraties» musclées, où l'armée garde un rôle de répression très actif. Et la politique du régime, qu'il soit militaire ou civil, reste la même : exploitation et misère pour les pauvres, pour garantir à la bourgeoisie les privilèges et les richesses.

AFRIQUE DU SUD

## AUTORISER LES COUPLES MIXTES : une décision hypocrite du pouvoir raciste

Beaucoup de bruit est fait à propos de l'annonce par le gouvernement d'Afrique du Sud que les unions mixtes Noirs-Blancs seront autorisées. Pour ceux qui l'ignoraient, oui, de telles unions sont interdites en Afrique du Sud. Diverses condamnations étaient encourues par un couple mixte. Par exemple une couple homme noir-femme blanche, signifiait la peine de mort pour l'homme. La loi raciste scélérate a causé la mort ou du moins l'emprisonnement de nombreux Sud-Africains. Ajoutons les actions criminelles de Blancs racistes qui n'acceptent pas de tels couples et tentent de les détruire, en les traquant ou carément en les assassinant. Les exemples sont nombreux.

Un changement de lois au sujet de l'union mixte changera-t-il quoi que ce soit à l'apartheid ?

Cette politique condamne les Noirs à vivre dans les ghettos, véritables bidonvilles, alors que les Blancs vivent dans les quartiers décents, voire riches, quartiers interdits aux Noirs sauf aux domestiques et aux balayeurs de rues. Le gouvernement sud-africain se montre parfaitement hypocrite en prenant cette mesure présentée comme un assouplissement de l'apartheid. Il cherche à aveugler les Noirs avec un jouet, un détail alors que sur le fond, rien ne change.

Mais la réalité est que les autorités blanches d'Afrique du Sud ont peur. Depuis trois mois, la situation a pris une orientation bien déterminée. Les Noirs en colère descendent dans la rue, manifestent, font des grèves dures et surtout reçoivent les coups de la dictature raciste.

En effet, jusqu'à présent, tous les morts sont du côté des Noirs. Or, malgré la répression, le mouvement ne faiblit pas. En 1976, les lycéens de Soweto avaient frappé l'opinion mondiale lors de leur soulèvement. C'était la première fois que la police tirait sur des manifestants et que ces manifestants continuaient à avancer. Le raisonnement de ces jeunes semblait être le suivant : «même si la moitié d'entre nous meurt, nous serons toujours la majorité en Afrique du Sud. Cela vaudra quand même la peine d'avoir lutté».

Cette détermination dans la lutte se re-

trouve de façon plus importante encore aujourd'hui, puisqu'elle continue sans relâche depuis trois mois. Les lycéens de Soweto et des autres ghettos noirs sont aujourd'hui des adultes. Ils n'acceptent pas davantage le mépris raciste et la misère imposés par l'organisation raciste de la société. Ils acceptent de moins en moins de descendre dans la mine sous les ordres de contremaîtres blancs qui touchent 100 fois plus qu'eux. Ils parlent de se battre jusqu'à la fin de l'apartheid.

Alors, on comprend que le gouvernement de Pretoria envisage de céder sur certains aspects d'une loi raciste comme l'interdiction de l'union mixte. Mais c'est une pure hypocrisie de sa part. Ce qui est en jeu est beaucoup plus grave : les capitalistes blancs ne pourront supporter trop longtemps de voir leurs ouvriers dans la rue au combat, de voir ceux qu'ils exploitent mourir dans la lutte. Et surtout, ces combattants n'ont pas l'air d'avoir peur, eux. Ils ne craignent pas de ne pas pouvoir

retourner à l'usine ou à la mine demain. Eux, ils n'ont rien à perdre. En Afrique du Sud, la peur de perdre ses revenus et ses privilèges, c'est la peur des Blancs.

Ne nous trompons pas non plus sur les démocraties européennes ou autres qui s'apitoient sur le problème des couples mixtes en Afrique du Sud. Ces gens là sont alliés des autorités de Pretoria. Ils sont d'accord pour que l'exploitation des Noirs continue en Afrique du Sud. Eux mêmes ont des usines, Renault ou autres, en Afrique du Sud. Et dans ces usines ils profitent pleinement du même régime d'exploitation, de bas salaires et de mépris que dans toutes les usines du pays. Ces dites démocraties qui dénoncent la dictature sud africaine n'hésitent pas à lui fournir des armes pour assassiner les combattants.

Alors, le dernier mot reste à ceux qui ne se battent pas seulement pour l'union mixte mais pour la fin de l'apartheid et aussi de l'exploitation et de l'oppression capitaliste.

Guadeloupe

GALA

COMBAT OUVRIER

Samedi 4 mai

à partir de 19 h

SALLE DE LA RED STAR

La Jaille Baie Mahault



Valable pour le gala et le bal qui suivra  
Cette carte sera exigée à l'entrée

EL 23 SE ROMPE EL COROJO par Cabildo Teatral Guantanamo de Santiago Pomares (Cuba Espanol) : Centre des Arts de Pointe-à-Pitre - Jeudi 18 avril à 9 et 14 heures - Vendredi 19 avril à 9 et 14 heures.  
Fort Saint-Charles - Basse-Terre le mardi 23 avril à 20 heures.

LE BOURGEOIS GENTILHOMME (Adapté de la pièce de Molière par «Soirée créole» - Foyer socio-éducatif du Lycée Technique de Baimbridge) - (Guadeloupe créole et français) - Fort Saint Charles - Basse-Terre le Mercredi 24 avril à 16 heures.

BOESMAN ET LENA de Athol Fugaro par le théâtre de la «Soif Nouvelle» avec Lucette Salibur et Ousmane Seck (Martinique Français) : Centre des Arts de Pointe-à-Pitre le Samedi 27 avril à 20 heures.

PELE de Alwin Bully par le People's Action Théâtre (Dominique Créole et Anglais) : Centre des Arts de Pointe-à-Pitre le Mardi 30 avril à 14 heures et le Jeudi 2 mai à 9 et 20 heures.  
Fort Saint Charles - Basse-Terre le Samedi 4 mai à 20 heures.

Pour tous renseignements contacter : Le CENTRE D'ACTION CULTURELLE DE LA GUADELOUPE au 81.94.56 heures de Bureau.

## ABONNEMENT

	6 mois	12 mois
Guadeloupe	50 F	100 F
Martinique	50 F	100 F
France	70 F	140 F

Je désire m'abonner au journal  
Combat Ouvrier pour une période  
de ..... mois.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

ci-joint la somme de ..... F  
règlement par chèque adressé à  
Gérard Beaujour : B.P. 214 Pointe-à-Pitre Cédex.

## CORRESPONDANTS ! ATTENTION

Désormais pour toute correspondance sur Pointe-à-Pitre, libellez ainsi les plis que vous nous destinez :

COMBAT OUVRIER  
S/C/ Gérard BEAUJOUR  
B.P. 214  
971 56 Pointe-à-Pitre Cedex

## COMBAT OUVRIER

Responsable de publication  
G. BEAUJOUR  
Adresser  
toute correspondance  
EN GUADELOUPE  
à Gérard BEAUJOUR

97110 POINTE-A-PITRE  
EN MARTINIQUE  
B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE  
EN FRANCE écrire à  
COMBAT OUVRIER  
Mr DUFEAL  
B.P. 42

92114 CLICHY CEDEX  
IMPRESSION  
Imp. ERAVILLE & FILS S.A.R.L.  
Commission paritaire  
No 51728